

La démocratie, rempart du tout-économie, par Hervé Nathan

Libération, 16 janvier 2004

Démocrates de tous les pays, reprenez espoir, l'économie n'est pas la fin de l'Histoire ! C'est le message, finalement optimiste de Jean-Paul Fitoussi, économiste lui-même, et président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Sa thèse tient en peu de mots (et peu de pages), mais est assise sur une érudition économique à toute épreuve : ce n'est pas la mondialisation qui nous menace, mais son application en dehors de tout débat démocratique. Et ce n'est pas tant les marchés qui sont dangereux que l'absence de réponse politique des sociétés face à ces derniers.

Par exemple, le discours ambiant sur la mondialisation assène que, dans une économie ouverte, l'Etat-providence des pays riches, par les coûts collectifs qu'il engendre, ferait systématiquement fuir les entreprises vers des cieux moins collectivistes. Il n'y aurait donc d'autre solution pour les pays riches de la planète que l'abaissement de la fiscalité et de la protection sociale. Symétriquement, pour les pays pauvres, mieux vaudrait renoncer tout de suite à bâtir un tel Etat-providence. Mais l'observation empirique, rappelle Fitoussi, nous apprend que «la compétitivité globale des pays ne semble pas liée au poids de l'Etat, ni à celui du système de protection sociale. En conséquence, la rentabilité de l'Etat n'est pas la plus élevée là où l'Etat est minimal».

Et les sociétés ont tous les moyens d'affronter la dite mondialisation sans pour autant se couler dans un moule unique et interchangeable, de préférence anglo-saxon. Car, et c'est un rappel utile, les modèles performants n'ont cessé de varier au fil des temps. Dans les années 70, il fallait être français pour être performant, les Américains semblant, à la même époque, en perte de compétitivité. C'est ainsi que le flambeau de la meilleure économie possible passe de main en main : de l'Europe du Sud à l'Europe médiane (allemande) jusqu'aux pays nordiques, puis aux modèles anglo-saxons, sans oublier au passage le Japon. A chaque fois, les arbitrages fondamentaux entre dépenses publiques et initiatives privées, entre garanties collectives et risques individuels, sont différents, et correspondent bien plus à des choix de société, «culturels, anthropologiques», relevant du politique avant de répondre à des impératifs économiques. Interdire cette diversité, affirme l'auteur, «reviendrait à restreindre l'espace de la démocratie».

Et c'est là que l'attaque de Fitoussi est la plus efficace : rien n'est plus faux que la présentation de la mondialisation comme une contrainte «transcendantale» qui impliquerait des solutions uniformes et surtout sans alternative. Ce discours pousse les citoyens vers la désespérance, puisque, faute d'alternative, «l'arbitrage collectif», base du débat démocratique, n'est plus possible. Voire nuisible. C'est ainsi que certaines décisions sont volontairement retirées du champ de la démocratie pour être confiées à des instances «indépendantes». On arrive là, conclut Fitoussi, à «un discours rhétorique de légitimation d'un capitalisme dominateur qui considère la démocratie et le politique comme des obstacles au développement», ajoutant, ce qui est presque le plus important : «en flagrante contradiction avec les faits».